RÈGLEMENT DES RECOURS COLLECTIFS RELATIFS À L'HÉPATITE C (1986-1990)

CAUSE PORTÉE EN APPEL RELATIVEMENT À LA DÉCISION DE L'ADMINISTRATEUR DATÉE DU
28 MAI 2008

DATE DE L'AUDIENCE : Par téléconférences en date du 16 novembre 2009 et du 10 février
2010

COMPARUTIONS : Le réclamant portant le numéro 1100829

POUR L'ADMINISTRATEUR : John Callaghan
Carol Miller

JUGE ARBITRE : C. Michael Mitchell

CONTEXTE

1. Le réclamant réside en Ontario. Sa réclamation porte le numéro 1100829.
2. Le réclamant lié à la présente cause de renvoi a reçu, dans le cadre du Régime, une indemnisation pour perte de revenu touchant les années civiles 1989 à 2006. Cependant, lorsque le réclamant a atteint l'âge de 65 ans, les dispositions du Régime mettaient fin aux paiements pour perte de revenu. Le réclamant a soutenu que les dispositions qui limitaient tout paiement après avoir atteint l'âge de 65 ans étaient discriminatoires et injustes.
3. Essentiellement, il n'y a eu aucune audition dans cette affaire, sauf et à l'exception de deux téléconférences où le réclamant a exprimé l'avis qu'à titre de juge arbitre, il m'appartenait de décider de cette question à la lumière des documents qui étaient devant moi ainsi que des observations orales qu'il avait présentées par téléphone de même qu'en fonction des observations écrites de l'Administrateur qui lui avaient également été transmises.
4. Essentiellement, le réclamant a soutenu que certaines modifications d'ordre législatif ayant éliminé la retraite obligatoire auraient dû avoir eu l'effet de rendre possible des paiements après avoir atteint l'âge de 65 ans et qu'en tout état de cause, il avait été lui-même un travailleur indépendant et aurait été en mesure de continuer à travailler après avoir atteint l'âge de 65 ans s'il n'avait pas été infecté par du sang contaminé et s'il n'avait pas contracté la maladie pour laquelle il est indemnisé.

DÉCISION

5. En conformité avec l'article 4.02(2) du Régime à l'intention des hémophiles infectés par le VHC, la perte de revenu est seulement payable jusqu'à l'âge de 65 ans :

"(2) Chaque personne reconnue infectée par le VHC qui a le droit de recevoir l'indemnisation de la perte passée, présente ou future de revenu attribuable à son infection par le VHC se verra verser chaque année civile, sous réserve des dispositions du paragraphe 7.03, une somme égale à 70 % de sa perte annuelle de revenu net **jusqu'à ce qu'elle atteigne l'âge de 65 ans**, calculée conformément aux dispositions suivantes :"

6. En outre, il est évident que lorsque les présents recours collectifs ont été approuvés par les tribunaux, ces derniers étaient tout à fait au courant du fait que les paiements aux personnes infectées cesseraient à 65 ans. Dans ses motifs, M. le juge Winkler, alors qu'il agissait en cette capacité, avait spécifiquement indiqué ce qui suit :

[Traduction libre] « Tout paiement pour perte de revenu est versé sur une base nette après retenue pour tout impôt sur le revenu qui aurait été payable sur un revenu salarial et après déduction de tout bénéfice accessoire reçu par le membre du recours collectif. **Tout paiement pour perte de revenu cesse lorsque le membre du recours collectif atteint l'âge de 65 ans.** Une réclamation pour perte de services domestiques peut être déposée pour la durée de vie du membre du recours collectif. »

7. Autrement dit, la Cour supérieure a approuvé le Règlement relatif aux recours collectifs qui de toute évidence met fin à tout paiement résultant d'un revenu perdu, après avoir atteint l'âge de 65 ans, et ce Régime n'a pas été modifié par la suite et continue à être appliqué sous la supervision de juges dans quatre provinces.
8. Selon le présent réclamant, les dispositions du Règlement relatif aux recours collectifs semblent injustes parce que, comme le prétend le réclamant, il était un travailleur indépendant et s'il n'avait pas été infecté, il aurait pu compter sur l'aide de sa famille et avait l'option de travailler après avoir atteint l'âge de 65 ans. Cependant, même l'on ne tient pas compte d'autres éventualités qui auraient pu avoir empêché le réclamant de travailler après avoir atteint l'âge de 65 ans, il demeure que le Régime a été approuvé avec cette restriction de paiement pour perte de revenu et que le Régime n'a pas été modifié par la suite. Un arbitre ou un juge arbitre n'a aucune autorité pour modifier le Régime.
9. La question est donc vraiment de savoir s'il y a ou non une loi ou une disposition constitutionnelle qui a préséance sur les dispositions du Régime.
10. Le réclamant fait allusion à des changements apportés au *Code des droits de la personne de l'Ontario* qui ont rendu illégale la retraite obligatoire à 65 ans. Toutefois, le Code ne s'applique pas à la Convention de règlement, car il ne s'applique qu'« à l'égard de l'emploi », et il n'y a rien dans la loi qui le rende applicable à un règlement de poursuite en recours collectif non relié à l'emploi. Incidemment, l'effet combiné des modifications du *Code des droits de la personne de l'Ontario* ainsi que de la *Loi sur les normes d'emploi*, fait en sorte que les régimes d'invalidité pour les employés ne portent pas atteinte au *Code des droits de la personne de l'Ontario* en vertu du fait qu'ils éliminent les prestations après l'âge de 65 ans. En tout état de cause, il demeure qu'au plan juridique, il n'y a rien dans le *Code des droits de la personne de l'Ontario* qui ait une incidence sur la présente Convention de règlement et sur son caractère juridique.
11. Bien que le réclamant n'ait pas fait référence à la *Charte des droits et libertés*, l'Administrateur y a fait référence dans ses observations. Essentiellement, selon la présentation des observations de l'Administrateur, la décision judiciaire ne constitue pas une action gouvernementale, et donc, la *Charte* ne s'applique pas car elle ne s'applique pas aux ordonnances des tribunaux. L'Administrateur fait référence à la cause *R.W.D.S.U. v. Dolphin Delivery Ltd.*, [1986] 2 R.C.S. 573. Je note que la Cour suprême du Canada, dans la cause de *B.C.G.E.U. v. British Columbia (Attorney General)* (1988), 53 D.L.R. (4th) 1 (S.C.C.), semble avoir établi qu'une ordonnance du tribunal ne constituait pas une action gouvernementale. Toutefois, je n'établis aucunement qu'une ordonnance du tribunal constitue une action gouvernementale ou non. Je note simplement que la question est ouverte à la discussion.
12. En ce qui a trait au bien-fondé d'une réclamation en vertu de l'article 15 de la Charte, je note également que l'âge est mentionné comme motif de discrimination prohibée en vertu de l'article 15 (1), et que le traitement différentiel des réclamants fondé sur cette différence d'âge constitue une menace de pauvreté et de difficultés économiques potentiellement aggravante pour les personnes âgées de plus de 65 ans qui n'ont pas droit soit aux prestations en vertu du présent règlement, soit qu'elles sont exclues des prestations à l'âge de 65 ans. Il y a sans doute des arguments contraires en ce qui a trait à la nécessité d'une élimination des prestations à l'âge en question et l'on pourrait apporter des arguments à l'effet que des dispositions analogues tels que les contrats d'invalidité exigent au plan juridique que les prestations cessent à l'âge de 65 ans. Il y a également de nombreux autres facteurs qui pourraient s'appliquer aux mérites.

13. Bien que tous ces points soient intéressants, j'ai décidé que les juges arbitres et les arbitres agissant en vertu de la Convention de règlement relative aux présents recours collectifs n'ont pas l'autorité de conclure que les dispositions de la Convention de règlement pourraient être constitutionnellement non valides.
14. Dans la cause de la Commission d'indemnisation des accidents du travail de la Nouvelle Écosse c. *Martin*; Commission d'indemnisation des accidents du travail de la Nouvelle Écosse c. *Laseur*, [2003] 2 R.C.S. 504, la Cour Suprême du Canada a établi un critère global et souple permettant d'établir quand les tribunaux administratifs ont le pouvoir et le devoir de trancher certaines questions relevant de la *Charte* dans l'exercice de leur compétence. La Cour a décidé que les tribunaux administratifs qui ont compétence en vertu de lois explicites ou implicites de décider de questions de droit sont réputés ayant également compétence de décider de la validité constitutionnelle de la disposition. Toutefois, dans le cas présent, il n'existe aucune disposition législative régissant ou établissant la compétence des juges arbitres et des arbitres en regard de la présente Convention de règlement. En outre, à titre de juge arbitre ou d'arbitre dans le cadre d'une convention de règlement, je ne suis pas un tribunal administratif qui agit en vertu d'une loi pour trancher des litiges particuliers et des questions de politique découlant de cette loi. Au contraire, mon rôle se limite à interpréter les dispositions d'un contrat particulier, en l'absence d'un contexte législatif ou de dispositions législatives en ce qui a trait à ma compétence.
15. À mon avis, ce n'était pas l'intention des parties, lorsqu'elles ont négocié la Convention de règlement, ni l'intention de la Cour lorsqu'elle l'a approuvée et lorsqu'elle a nommé les arbitres et les juges arbitres en vertu de ses modalités et conditions, que ces arbitres et juges arbitres examineraient la validité constitutionnelle de la Convention de règlement elle-même. Au contraire, à mon avis, s'il y a un problème en ce qui concerne la validité constitutionnelle de la Convention de règlement, le lieu approprié pour contester la Convention de règlement serait devant les tribunaux.
16. J'ai donc conclu que je n'ai pas l'autorité d'établir si oui ou non la *Charte* s'applique dans le cas présent ou s'il y a eu une action gouvernementale quelconque, encore moins de statuer sur le fond même du litige relatif à l'article 15 de la *Charte* ou de toute défense en vertu de l'article 1 de la *Charte*.
17. En conséquence, je n'ai pas l'autorité de modifier les dispositions du Régime et je rejette donc l'appel.

FAIT à Toronto, ce 12e jour de mai 2010

Signature sur original
C. Michael Mitchell
Juge arbitre